

Curin le 28 Juillet 1869

Dr. Grünhütten  
N<sup>o</sup> 1.

A Son Excellence  
Monsieur Staempfli, Président  
de la Confédération Suisse  
(à Berne)

Excellence,

Comme je Vous l'ai annoncé, aujourd'hui, par le télégraphe, la séance d'hier de la Chambre des députés a été si orageuse, les interpellations, les faits personnels se sont croisés avec tant de violence, que le ministre des Affaires étrangères n'est pas arrivé à prendre la parole.

Aujourd'hui, Monsieur le Président Rattazzi, auquel je me suis plaint vivement de ce retard, m'a promis de s'excuser à ce sujet par écrit, et de veiller, non seulement à ce que la rectification promise ait lieu, mais encore à ce qu'un de ses amis politiques propose à la Chambre un ordre du jour motivé, de nature à satisfaire à toutes les légitimes susceptibilités de la Suisse.

Il m'a assuré que le Général Durando protestait de la pureté de ses intentions, et qu'en mettant en avant la supposition improbable, imaginaire, d'une

BUNDES-ARCHIV.



d'une annexion, qui cependant ne devrait jamais avoir lieu sans compensation, il n'avait voulu que donner encore plus de force aux déclarations qu'il venait de faire. Il m'a répété, ce n'est pas de notre côté, mais du côté de la France que Vous avez quelque chose à craindre.

Je regrette beaucoup de Vous avoir induit en erreur par mon télégramme de Lundi dernier. Mais je suis bien excusable, puisque, l'Italie, le Diritto, et presque tous les autres journaux de Turin avaient interprété comme moi la réponse du ministre, et n'avaient pas entendu la phrase malheureuse qui a tout gâté; et qui avait été prononcée à voix trop basse pour parvenir jusqu'aux tribunes. J'espère que la Gazette officielle insèrera, demain, un démenti donné aux assertions de la Gazette de Turin, dont le Directeur semble être devenu invisible pour moi.

Dès aujourd'hui, du reste, le Diritto, a démontré que cette accusation portait en elle-même son démenti. Ci-joint le numéro de ce Journal, et quelques autres feuilles de nuances différentes, et dont les appréciations favorables à la Suisse démentent ce que certains députés ont avancé, à Berne, de la mauvaise volonté de la presse Italienne à notre égard. J'y ajoute le No. de la Gazette de Turin qui contient la correspondance de Suisse dont je Vous ai entretenu

Hier, le député Crispi, l'un des hommes les plus considérables de la Chambre, et, ~~présent~~ futur ministre, a déclaré devant le Parlement que quant à lui, loin de songer jamais à affaiblir la Suisse en lui prenant le Tessin, il ne nourrissait qu'un desir, c'était de la voir s'étendre jusqu'aux frontières de la Vénétie, et cette déclaration a été vivement appuyée.

Le Directeur du Diritto, journal de l'opposition, il est vrai, mais journal bien fait, et rédigé, celui-là, par des hommes politiques influents m'a dit qu'il serait toujours prêt à combattre toutes les tendances hostiles à notre pays. Seulement, a-t-il ajouté, je ne crois pas qu'il soit dans votre intérêt bien entendu de jeter dans le public une discussion, qui serait interminable, au sujet de l'origine de vos droits sur le Tessin, et de l'intérêt que l'Italie pourrait avoir à posséder toute la péninsule jusqu'aux Alpes. A quoi bon, m'a-t-il dit, avec bien d'autres hommes politiques de ce pays, a quasi bon accoutumer les esprits à ces idées, en Suisse, qu'on pourrait douter de votre bon droit, et en Italie, qu'on pourrait le contester. Le Tessin est à vous légitimement, parce que depuis des siècles les Tessinois ont toujours voulu et veulent

2402<sup>6</sup>  
Bundesrath vom 6. Aug. 1862.  
Luzern 28. Juli 1862

ad nota

toujours être suisses, et parceque l'Italie ne pourrait se  
prêter à un morcellement de la Suisse, qu'en se suicidant  
elle-même.

Quoi qu'il en soit, je suis bien aise de voir les Tessinois  
signer en masse une protestation. Rien ne sera plus propre  
à couper court aux aspirations de quelques esprits remuants,  
et à déromper les masses auxquelles on voudrait faire  
croire, que les suisses italiens désirent leur annexion

Veuillez agréer Excellence l'assurance de ma très haute  
considération

~~A. Sorels~~

P.S.

Garibaldi est encore en Sicile. Je crois que, s'il voulait  
aller à Rome, il n'en aurait pas tant parlé d'avance.  
Je crains toujours que tout cela ne finisse par quelque  
pronunciamento fâcheux en Sicile.

Le préfet Pallavicini est remplacé par le général  
Cugia.

Le Syndic de Marsala qui avait reproduit sous sa  
signature le dernier discours de Garibaldi, plus violent  
contre l'Empereur que tous les précédents, a été destitué.  
M. Alfieri de Tortegno ayant, au dernier moment,  
refusé d'aller à St. Pétersbourg a été remplacé par le  
général de Somogy.

M. de Voronoff sera député pour conférer avec nous  
l'abbé de Bressane etc. etc. L'intervention de Rome s'agit  
faute fait inattendu, et certains au regardant, j'é ai  
arrivés dans la revue. Le député à amener à Paris  
un tout d'avec nous arrivés à Paris en tout

Maria, que dans ces années et dans que, les  
successive chaque (30. A. 1) les autres se trouvent les, pour  
faute de confiance, avant que l'Etat de Rome satisfait  
à la Suisse. M. Alfieri de Tortegno, par devant l'œuvre de  
l'œuvre le congrès de Genève. Cependant, je trouve un autre  
quelque chose en tout, et j'ai à l'œuvre de la Suisse, de la Suisse